

MADAGASCAR

Revue de Presse janvier 2009

POLITIQUE INTÉRIEURE

L'escalade entre le maire de la ville d'Antananarivo et le pouvoir : récit des événements ayant conduit aux émeutes du 26 janvier

En préambule à la crise provoquée par la fermeture de la station TV Viva, le bras de fer portant sur la gestion des ordures de la ville s'est poursuivi : le chef de région, responsable régional TIM, a fait appel aux forces de l'ordre pour encadrer le transfert des ordures d'un site provisoire de dépôt qui pouvait constituer une menace pour la santé publique. Il s'est rendu sur place pour superviser les opérations et justifier son irruption dans le bras de fer entre le pouvoir et la mairie : *«la région prend ses responsabilités quand les collectivités territoriales décentralisées sont défaillantes»*. Le staff municipal a dénoncé cette initiative et a porté plainte contre le chef de région *«pour violation de propriété et diffamation»*.



Dans le cadre d'un projet initié par les responsables régionaux, 4.000 habitants de la capitale ont été mobilisés durant deux semaines pour des travaux d'assainissement de leurs quartiers suivant le système HIMO.

Marc Ravalomanana a fait savoir aux représentants des 192 *Fokontana* qu'il déplorait la dégradation de la capitale. Il les charge de la *« revalorisation et de la relance de l'assainissement de la ville incluant des efforts à faire en matière d'infrastructure routière et d'approvisionnement en eau potable »*, en précisant qu'il apportera sa *« contribution personnelle »*.

La Vérité ironise : *« Quand le gouvernement ramasse des ordures ! Une grande première planétaire »* et d'ajouter : *« cette fois-ci encore, le gouvernement a voulu dénuder, devant ses propres administrés, la municipalité d'Antananarivo avec cette salle histoire nauséabonde »*.

L'ultimatum adressé au pouvoir pour la réouverture de la station de télévision Viva et l'accès aux médias publics avant le 13 janvier débouche sur une crise politique majeure.

[Cf. RP déc. 2008)

Fin décembre, après avoir lancé son ultimatum, le maire Andry Rajoelina a quitté le pays pour un séjour privé en France. Au cours de ce séjour, des contacts ont été pris avec des politiques exilés. A son retour au pays, le maire a durci le ton et s'est affirmé comme le rassembleur d'une cause qu'il symbolise : *«Il ne s'agit pas seulement des mes revendications mais aussi de celles des habitants d'Antananarivo, voire de tout Madagascar»*, a-t-il indiqué.

A son retour au pays, le maire a procédé à la réorganisation de son équipe, nommant directeur de cabinet le général en retraite Dolin Rasolosa, ancien chef d'État-major général de l'Armée sous le régime Ratsiraka, un officier qui est aussi consultant de la Banque mondiale. Pour les observateurs, Andry Rajoelina a choisi de s'entourer de politiciens *« prêts*

au combat ». Les jeunes membres de son association « TGV ¹ » ont été écartés. *Le Quotidien [organe gouvernemental]* a ironisé sur la nomination de cet officier retraité par un maire qui avait promis de faire toute leur place aux jeunes dans son staff.

Le chef de l'Etat a lancé une ferme mise en garde à l'endroit de ceux qui seraient tentés de fomentier des troubles.

Le 11 janvier, soit 2 jours avant l'expiration de son ultimatum, Andry Rajoelina a annoncé la tenue d'un culte sur l'un des sites retenus pour devenir une Place de la Démocratie. «*Il s'agit d'un culte pour demander grâce à l'occasion du Nouvel an afin d'apporter la lumière à toutes les obscurités*», a-t-il expliqué, précisant : «*depuis un an, nombreux sont les blocages et les obstacles dans l'accomplissement de notre travail. Nous demandons la grâce du Seigneur pour vaincre les mauvaises attitudes issues de toute part. Nous remettons notre travail à Dieu Tout Puissant pour qu'il nous aide* ». Le maire aurait mis la pression sur les autorités pour que qu'elles renoncent à interdire le rassemblement : «*les autorités sont toutes des chrétiens*», a-t-il soutenu.

Sur injonction des autorités, la mairie a accepté de tenir son culte dans le grand gymnase de la capitale. «*Nous comptons prier et non faire autre chose. Nous n'allons pas conduire les gens à la boucherie* », a déclaré Andry Rajoelina pour expliquer sa décision. «*J'invite les gens à enfiler des vêtements blancs* », a-t-il lancé. Les autorités ont fait valoir que le rassemblement en plein air risquait d'être troublé par la traque de dangereux prisonniers récemment évadés. «*Les évadés de Tsiarahy rôdent en ville* », a affirmé le Préfet de Police. Le Consulat de France a «*fortement déconseillé*» la présence de ses ressortissants en centre-ville pour cause de «*rassemblement à risque*». Suivi par 3.000 à 10.000 personnes, le culte s'est déroulé dans le calme. Pour *Tribune*, «*c'est la première manifestation politique depuis plus de six ans* ». Le quotidien souligne que ce culte relance le débat récurrent sur le recours au religieux par les politiques.

Pour la première fois dans les annales, le maire, mobilisé par son rassemblement, a snobé la cérémonie présidentielle de présentation de vœux, manifestation d'allégeance des corps constitués. Dans une allusion à peine voilée, le président a annoncé l'organisation d'une formation pour tous les maires : «*Je vous transmettrai le véritable métier de maire. J'ai déjà assuré cette mission et je connais parfaitement le milieu*».

Le 12 janvier, Marc Ravalomanana a lancé une nouvelle mise en garde au jeune maire : «*Personne ne peut me lancer d'ultimatum [...]. On n'oblige pas le gouvernement à agir contre l'intérêt du peuple*», a-t-il déclaré, allant jusqu'à comparer les actes du maire à ceux de «*pirates*» et de «*preneurs d'otages*». «*Un Etat ne se plie jamais devant un maire* » a-t-il renchéri, affirmant que le maire avait rejeté sa proposition de rencontre. Le chef de l'Etat a comparé Andry Rajoelina, sans le citer, à un «*oiseau qui souhaite voler alors que les ailes ne sont pas encore tout à fait formées*». Pour le parti présidentiel, «*le maire d'Antananarivo ne maîtrise plus le feu qu'il a allumé et que les opposants se servent de lui pour parvenir à leurs sinistres fins* ».

Après l'expiration de son ultimatum du 13 janvier, le maire a confirmé son intention d'inaugurer la « Place de la Démocratie » au jardin public d'Ambohitovo, le 17 janvier. «*Nous y invitons les habitants d'Antananarivo et tout le peuple malgache*», a-t-il déclaré. Il a exhorté l'opinion «*à ne plus accepter la dictature, l'abus de pouvoir, l'oppression contre la libre expression*» et évoqué «*le monopole des médias publics*» et «*le terrorisme sous toutes ses formes. [...]* Actuellement les entorses aux droits de l'Homme fondamentaux continuent à se multiplier dans la nation malgache. La démocratie est souillée ».

¹ Tanora malaGasy Vonona (les Jeunes Malgaches décidés)

La commune n'ayant pas demandé d'autorisation, le Préfet de Police s'est déclaré incompétent : il a renvoyé la balle au commandant de la Gendarmerie, qui a affirmé n'avoir reçu aucune consigne du chef de région. « Il [Andry Rajoelina] est libre d'organiser la manifestation », a indiqué le ministre de l'Intérieur. Une volte-face remarquée dans la mesure où le pouvoir avait interdit une semaine plus tôt le culte organisé par la commune au même endroit.

La Vérité croit savoir que le projet de désigner un Président de la délégation spéciale (Pds) à la tête de la commune d'Antananarivo serait sur les rails. Des rumeurs persistantes ont fait état du projet de certains groupes politiques de fomenter des troubles dans la capitale pour évincer plus facilement Andry Rajoelina et le remplacer par un Pds.

L'inauguration de la « Place de la Démocratie » le 17 janvier s'est déroulée sans incident, en dépit d'une psychose de débordement : 2.000 « agents de sécurité » avaient été engagés par le maire pour encadrer une foule de plusieurs dizaines de milliers de manifestants. Après avoir dressé le bilan de sa première année à la tête de la commune, il s'est livré à une attaque en règle du régime, dont il a dénoncé « la dictature, le monopole commercial exercé par ses dirigeants, l'accaparement des richesses du pays et les emprisonnements abusifs des adversaires ». Et d'ajouter : « Des terrains sont réquisitionnés de force, des bois précieux sont confisqués » Ont également été dénoncés l'existence d'«emplois fictifs à la commune d'Antananarivo pour rémunérer des cadres de la société Alma » [groupe Tiko], «la vente de terrains aux étrangers» et l'achat du nouvel avion présidentiel. «Nous lançons un ultimatum jusqu'au 21 janvier au ministre des Finances et du budget et celui de l'Aménagement du territoire, des domaines et de la réforme foncière pour démissionner», a-t-il menacé. Un courrier en ce sens a été adressé au président Ravalomanana.

Plusieurs leaders de l'opposition ont répondu présents, notamment l'ancien Premier ministre Pascal Rakotomavo qui avait disparu de la scène politique depuis 2002. Le maire est intervenu en duplex avec les organisateurs d'une manifestation de la diaspora devant l'ambassade de Madagascar à Paris. Pour les deux anciens chefs d'Etat, Zafy et Ratsirahonana, ce qui s'est passé à Ambohitovo rappelle les crises politiques de 1991 et de 2002. Pour ce dernier, « une partie, pour ne pas dire une grande partie, des tananariviens, n'est plus acquise à la cause du président Marc Ravalomanana, considéré comme un messie en 2001. » Fait exceptionnel, la TV nationale a rendu compte de cette manifestation. Marc Ravalomanana a tenu à maintenir son agenda, en consacrant sa journée du 17 à des rendez-vous culturels avec la FFKM.

Un nouveau rendez-vous avec la population de la capitale a été annoncé pour le 24 janvier. Le maire a justifié sa nouvelle initiative en déclarant : « *La voix du peuple est aussi la voix du Seigneur, mais on ne l'a pas écouté malgré tous ses cris et appels de détresse pour une amélioration de ses conditions de vie...* ».

La municipalité n'a pas déposé de demande d'autorisation, elle s'est contentée de déposer une déclaration préalable aux autorités chargées du maintien de l'ordre

Le jour de son grand rassemblement du 17 janvier, le maire a tenté de remettre en marche sa station de TV et a demandé à ses partisans de monter la garde des installations, dispositif rappelant les « comités de vigilance » mis en place par Marc Ravalomanana durant la crise de 2002. Mais dès le lendemain, le matériel a été réquisitionné et démonté par 5 colonels de gendarmerie, la licence de Viva TV a été retirée. Le maire a réaffirmé sa détermination à résister à toutes les pressions et à aller « jusqu'au bout », sans préciser toutefois la nature de ses objectifs. Il a dénoncé en public le contrat de bail, qualifié de « *léonin* », conclu entre la commune et la société audiovisuelle MBS, propriété du président de la République. Ce contrat d'une durée de 50 ans, avait été conclu en 2000 lorsque Marc Ravalomanana était encore maire de la capitale. Sur les ondes de Radio Viva, Andry Rajoelina a annoncé que la

commune avait lancé la procédure de résiliation du contrat de location du terrain occupé par MBS, en raison du non-paiement des loyers depuis 2000. Un huissier s'est rendu au siège de la station.

Viva Radio a reçu une mise en demeure 24h après le démantèlement de l'émetteur de Viva TV : le ministre des Télécommunications a affirmé que le contenu de l'émission « *A vous la parole* » « *incite à la désobéissance civile et ébranle la confiance du public envers les institutions de la République* ». La station a riposté en affirmant sur ses ondes qu'une autre station de radio [MBS] contrevenait à la loi sur la Communication depuis 5 ans en diffusant sur tout le territoire national sans autorisation, et ce sans aucune réaction du ministère. Les émissions nationales de MBS sont présentées officiellement comme des « *essais techniques* ». De rumeurs d'arrestation du maire se sont à nouveau propagées en ville.

Perquisition chez Nirhy Lanto Andriamahazo, adjoint au maire : 5 fonctionnaires de police en civil ont perquisitionné le domicile de l'élu dans le cadre d'une procédure ouverte pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Les investigations n'ont donné aucun résultat. Des contrôles fiscaux visant le groupe de communication Injet, ainsi que d'autres sociétés gérées par l'épouse du maire et sa famille seraient programmés. Le groupe Injet reste une cible privilégiée du pouvoir, la société publicitaire se trouvant en concurrence avec celle gérée par Sarah Ravalomanana, fille aînée du président.

Le parti présidentiel TIM a annoncé un grand rassemblement de ses militants le 31 janvier : il a annoncé vouloir organiser un rassemblement de 40.000 militants pour la présentation de vœux. Parallèlement, le chef de l'Etat ainsi que le Premier ministre ont tenté d'occuper le terrain médiatique en entreprenant des visites d'hôpitaux et des bas quartiers d'Antananarivo.

Deux jours avant le nouveau meeting du 24 janvier, les partisans du maire ont créé une structure de mobilisation et de « vigilance », dénommée « *Lutte pour la démocratie commune* » (THD), constituée de représentants de formations politiques, de membres de la commune et de « *réservistes* ».

Andry Rajoelina a conclu un pacte avec les notables traditionnels des 22 régions pour donner à son mouvement une envergure nationale. Regroupés au sein du comité national de l'association « *Fiverenana andoharano* »², ils ont fait de la surenchère par rapport aux revendications du maire, en exigeant la démission du président de la République, du gouvernement, des chefs de région et de district. Les notables de la région Amoron'I Mania, ont dénoncé à cette occasion la fermeture de la radio « *Feon'i Mania* » qui avait transmis en direct le discours d'Andry Rajoelina au jardin d'Ambohijatovo.

Les revendications visant au respect des libertés démocratiques ont fait tâche d'huile dans d'autres provinces. Le ministre de la Sécurité publique a accordé une large marge de manœuvre aux autorités locales concernant les dispositifs à mettre en place pour maintenir l'ordre public. Roland Ratsiraka, en déplacement dans plusieurs régions, a affirmé : « *si le pouvoir ne cède pas aux revendications de l'opposition à compter de ce jour, les meetings deviendront quotidiens jusqu'au renversement du régime* ».

2 « Comité de mise en œuvre du retour aux sources »

Nouveau rassemblement sur la « Place de la Démocratie » le 24 janvier : Le préfet de police a exhorté la population «à ne pas venir à la réunion publique illégale qui n'a obtenu aucune autorisation du représentant de l'État». Pour lui, les discours prononcés lors du rassemblement du 17 janvier sont «des provocations qui frisent le coup d'État». Ce rendez-vous a été qualifié d'«injure à l'endroit des institutions». Les ressortissants français ont à nouveau été avertis par le consulat des risques encourus. Marc Ravalomanana, faisant fi des menaces, s'est envolé à bord de l'Air Force II peu avant pour l'Afrique du Sud, où devait se tenir la Conférence mondiale sur le rôle des Juridictions constitutionnelles de l'Etat moderne et une réunion extraordinaire de la SADC. Le Premier ministre, dont on dit qu'il est en disgrâce, s'est retrouvé en première ligne pour gérer la situation.

A l'approche de l'échéance, Philippe Rakotoson, membre du bureau CNOE/KMF a proposé la médiation la société civile.

Des parlementaires ex-Tim, regroupés dans l'association *Matsilo*, sont passés à l'offensive en vue de mobiliser les personnalités politiques déçues par le régime.

De Paris, Pierrot Rajaonarivelo a publié une déclaration dans laquelle il appelle les politiciens soutenant Andry Rajoelina « à ne pas se servir de la lutte du peuple pour préparer (leur) avenir personnel et (leurs) intérêts particuliers », les invitant à l'union.

Le parti présidentiel était passé à la contre-offensive en organisant ce même jour les vœux de bonne année pour les membres issus des 6 arrondissements de la capitale. Ces « pots de l'amitié » se sont tenus dans des endroits clos, avec l'accord des autorités.

Le maire a appelé à la « grève générale » le 26 janvier : la manifestation du 24 janvier au jardin d'Ambohijatovo a réuni quelque 25.000 personnes selon l'AFP, 250.000 selon d'autres sources. Les manifestants ont arboré la couleur orange de la révolution ukrainienne. Après les discours, la foule s'est rendue sur la Place du 13 Mai, lieu symbole de la contestation malgache, notamment en 2002 lors de la prise de pouvoir de Marc Ravalomanana. Le maire a appelé « les fonctionnaires, les étudiants et tout le peuple tananarivien à la grève générale pour le 28. [...] Les dirigeants qui ignorent le peuple ne doivent pas être au pouvoir ; nous sommes là pour refuser d'être bâillonnés; j'appelle toutes les forces vives à continuer de lutter pour réclamer la démocratie", a-t-il lancé, dénonçant une « dictature générale » dans la Grande Ile. « Vous êtes là du Nord, du Sud, de l'Ouest, de l'Est, je serai votre porte-parole. [...] Je suis prêt à diriger le peuple si il y avait une transition », a martelé le maire. La foule s'est dispersée dans le calme, aucun dispositif policier spécial n'avait été déployé.

En ce qui concerne le dossier Daewoo, Andry Rajoelina a déclaré que « le DG de cette entreprise, Kim Wu Tsong, est recherché par l'Interpol pour corruption ». La réouverture de l'Eglise FPVM³ figurait également dans la liste des revendications.

Des rumeurs concernant l'arrestation du maire et de deux de ses collaborateurs ont circulé toute la journée du lendemain. Des habitants de la capitale se sont mobilisés pour protéger son domicile. Les forces de l'ordre ont essayé de confisquer l'émetteur de Radio VIVA, mais elles ont été repoussées. Des barricades ont été construites pour empêcher leur évolution.

Le président, rentré d'Afrique du Sud plus tôt que prévu, la veille de la grève générale, veut « rétablir l'ordre » et sauver la République : il a été accueilli par plusieurs milliers de partisans qui l'ont accompagné tout au long du parcours menant à son domicile ; deux véhicules de son cortège ont essayé des jets de pierres.

« J'ai demandé au Premier ministre de rétablir l'ordre [...] et de sauvegarder la République », a-t-il lancé, sans donner plus de détails. Charles Rabemananjara aurait demandé aux partisans du régime s'il faut arrêter Andry Rajoelina. La réponse ayant été affirmative, le chef du gouvernement aurait déclaré : « On va l'arrêter ce soir même ». Selon certaines sources, les

³ *Fiangonana Protestante Vaovao eto Madagascar* : Eglise exclue du FFKM, en conflit avec l'Etat

personnes venues faire une démonstration de force au retour du président auraient été rémunérés et seraient parvenues à en négocier le montant. Des chefs d'Eglise FJKM et des maires de banlieue auraient été invités à mobiliser la population.

Appel au respect des droits et libertés fondamentaux : « *Action Malagasy pour la promotion et la protection des droits de l'homme et du peuple* » a rappelé à tout élu, désigné ou admis à conduire les affaires publiques et toutes les personnalités qui conduisent tout mouvement, que les droits de l'homme sont à respecter en tout temps et en toute circonstance, plus particulièrement le droit à la vie, à l'intégrité physique et mentale, et que tous sont égaux devant la loi.

Sept membres du corps diplomatique « inquiet et préoccupé » : une déclaration commune a été communiquée à la presse au domicile du Premier Conseiller de l'ambassade des Etats-Unis. « *Nous, membres de la communauté internationale, demeurons très préoccupés et inquiets de la situation actuelle à Antananarivo. Nous souhaitons à cette occasion réaffirmer la nécessité de faire prévaloir le dialogue et la sagesse afin de trouver un terrain d'entente sur les questions en suspens, en évitant tout recours à la violence. Nous réitérons la nécessité de respecter scrupuleusement les principes démocratiques et les règles de la Constitution à Madagascar* ». La France était représentée par la chargée d'affaires Brigitte Girardin. Parmi les grands absents, le représentant de l'UE, de la Suisse et du Vatican.

Le Monde du 23 janvier titrait : « *Utilisant le mécontentement populaire, le maire d'Antananarivo défie le président Ravalomanana* ». Le quotidien se demande si l'Histoire va se répéter dans la Grande Ile, la rivalité entre les deux hommes évoquant le scénario de 2002 lorsque M. Ravalomanana, alors dans le rôle du nouveau venu en politique, avait utilisé la capitale malgache comme tremplin pour partir à l'assaut du pouvoir. Il cite les propos de Solofo Randrianja, professeur d'histoire politique à l'université d'Antananarivo, pour qui "M. Ravalomanana a appliqué une politique ultralibérale allant au-delà des exigences des bailleurs de fonds internationaux, ce qui a favorisé le développement de ce pays pauvre mais aussi accru fortement les inégalités". Andry Rajoelina suscite des enthousiasmes mais soulève des questions. "Pourquoi recherche-t-il absolument le face-à-face alors que les revendications de la population ne signifient pas forcément une volonté de changer de président ?", s'interroge de son côté Christiane Rafidinarivo, politologue à l'université de la Réunion. Sert-il les intérêts de Didier Ratsiraka, comme le soutient le pouvoir ? Ses objectifs, en mobilisant la rue, dans une surenchère verbale d'ici la présidentielle de 2011 à laquelle il ne pourra pas se présenter en raison de son jeune âge, restent inconnus. André Rasolo, sociologue et ancien ambassadeur à Moscou, explique au quotidien *Le Monde* que « nous sommes en face d'un mouvement préparé depuis des mois. A partir de l'élection communale de décembre 2007, la capitale a tourné le dos à son idole préférée de 2002. Dans plusieurs villes des provinces, la rupture a même commencé bien avant 2007. C'est donc un mouvement en profondeur, mais ignoré ou sous-estimé par le pouvoir. [...] « Si le pouvoir ne gère pas cette réalité comme il faut, le mouvement va s'amplifier et s'orienter dans des directions très complexes pour le régime ».

La « grève générale », les émeutes et les pillages des 26 et 27 janvier

Vers 3 heures du matin, le 26 janvier, un commando composé de soldats s'exprimant en anglais a attaqué l'émetteur de Viva Radio, alimentant la rumeur de l'intervention de l'arrivée de mercenaires africains (venus d'Afrique du Sud et/ou du Congo dans l'avion présidentiel selon des rumeurs persistantes). Des barrages de « comités de vigilance citoyenne » se sont aussitôt érigés dans plusieurs endroits de la ville. Des policiers qui tentaient d'en démanteler un ont dû s'enfuir. Leur véhicule a été incendié. La foule s'en est prise ensuite

aux émetteurs de TVM et RNM, la radio et télévision nationale, et ont brûlé une partie des bâtiments. Ces médias ont cessé d'émettre. D'autres radios diffusaient encore des chants évangéliques. La population s'est aussi dirigée vers le tribunal pour réclamer la libération de trois étudiants accusés d'avoir lancé des cocktails Molotov et vers un site que l'Etat est en train de reblayer sans autorisation de la commune. Deux magasins de gros « *Magro* » appartenant au chef de l'Etat ont été réduits en cendres, les grandes surfaces appartenant au groupe Tiko ont été attaquées et pillées. Des actes de vandalisme qui faisaient penser aux émeutes des ghettos noirs américains. Les émeutiers de la faim se précipitaient pour s'emparer de tout ce qui était symbole de la société de consommation. L'auditorium construit dans l'enceinte du Magro et utilisé par le parti présidentiel pour ses rassemblements a été dévasté. Une partie de la flotte de camions de la firme Tiko a été mise à l'abri. Un dépôt pétrolier a été incendié. La résidence de Moxe Ramandimbilahatra, sénateur proche conseiller du président Ravalomanana, a été saccagée. La foule a ensuite donné l'assaut aux émetteurs de MBS. Les soldats qui défendaient la station présidentielle ont tiré avant de s'enfuir. Ils auraient fait 2 morts. MBS a été incendiée. Suite aux rumeurs persistantes sur l'arrestation imminente d'Andry Rajoelina, ce dernier s'est barricadé dans son Quartier Général. Le mouvement pacifique est devenu ingérable au fil des heures et des pillages de sont généralisés dans différents quartiers de la ville. Les rues ont été inondées de produits bradés. La population des quartiers pauvres de la capitale, qui ne récolte pas les fruits de la croissance, a décidé de se servir. Les pompiers ont laissé les incendies se propager, la police a laissé l'anarchie s'installer comme si les pouvoirs publics avaient abdiqué devant cette vague de colère qui a emporté la capitale. Le maire a demandé en vain à l'Etat d'intervenir avec l'armée et la police. Le gouvernement a laissé faire et les rumeurs les plus folles se sont propagées sur un possible départ du président pour l'étranger. Une invasion massive aurait été constatée à la maison centrale d'Antanimora.

Les bailleurs de fonds et la communauté internationale sont intervenus auprès des deux protagonistes pour les inciter à participer à une table ronde sous la houlette des notables traditionnels et des diplomates en poste à Madagascar.

Le maire a dérogé sa responsabilité dans les troubles survenus, en évoquant la possibilité de projets prémédités par certains groupes d'individus incontrôlés. Il a confirmé la poursuite du mouvement sur la Place du 13 Mai jusqu'à la satisfaction des revendications de la population, dont le point majeur est la démission du gouvernement et la mise en place d'un gouvernement de transition.

« *J'appelle les gens au calme. Il faut mettre de côté toute fierté, tout ego. Il faut discuter* », a déclaré le chef de l'Etat, qui s'exprimait le 27 au matin en langue malgache, sur la radio privée Antsiva. « *Il y a déjà des rapprochements* », a ajouté M. Ravalomanana. S'exprimant sur la même radio, le maire a annoncé qu'il « *suspendait* » avec effet immédiat les manifestations contre le régime, alors qu'un nouveau rassemblement de ses partisans était prévu dans la journée.

25 corps calcinés découverts dans un centre commercial incendié à Antananarivo, 6 cadavres ont été découverts au Magro. Un prisonnier a été tué et 10 autres blessés lors d'une mutinerie qui se poursuivait dans une prison d'Antananarivo.

La table ronde souhaitée par le corps diplomatique n'a pas pu se tenir : le maire a exigé au préalable que le militaire qui a tué l'un de ses partisans soit jugé et que soient renvoyés les « *mercenaires africains* » qu'aurait recruté le président pour prendre sa station de TV.

Marc Ravalomanana a pris la parole sur les ondes de Radio Antsiva : « *J'appelle la communauté internationale ainsi que les églises à tout faire pour que les deux parties se rapprochent* », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « *Si on y arrive, je promets que les troubles s'arrêteront rapidement* ».

Les scènes de pillages ont fait tâche d'huile au lendemain des premières émeutes d'Antananarivo et c'est l'ensemble du pays qui s'est embrasé. Les magasins Tiko et Magro ont été systématiquement visés, ainsi que des antennes du Bianco [*organisme anticorruption*] et des commerces tenus par des indopakistanaïes et des chinois. Au deuxième jour des émeutes, on dénombrait une soixantaine de morts, en prenant en compte les décès d'origine accidentelle lors des pillages (37 corps calcinés après l'incendie d'un grand magasin). Les forces de l'ordre ont commencé à prendre leurs responsabilités et ont violemment riposté mais ont été souvent incapables de maîtriser la situation. Des morts et des blessés ont été signalés dans plusieurs localités, des interpellations ont eu lieu. Du côté des politiciens, la situation est restée dans l'impasse, malgré les appels pressants lancés par la communauté internationale, les évêques catholiques et les membres de la société civile. Les forces de l'ordre ont interpellées les politiques qui n'ont pris aucune mesure en vue de rétablir l'ordre public. Le président de la République a assuré qu'il allait reprendre en main la situation mais les autorités se sont montrées étonnamment défailtantes. En revanche, Andry Rajoelina, en collaboration avec les forces de l'ordre, a mis en place une stratégie pour la capitale. Un couvre-feu a été décrété localement mais la décision d'imposer un couvre-feu national n'a pas été prise par le gouvernement. L'armée, la gendarmerie et la police nationale ont promis, dans un communiqué, qu'elles sont « *prêtes à assumer pleinement leurs responsabilités ; toutefois elles tiennent à ce que les politiciens assurent également les leurs si l'on veut parvenir à une situation de tranquillité pérenne* ».

Selon *Midi*, dans un geste d'apaisement, Marc Ravalomanana aurait ordonné au Premier ministre la restitution de l'émetteur de Viva TV. Les 3 étudiants emprisonnés ont été libérés.

Situation au 28 janvier

Interrogé sur l'absence d'intervention des forces de l'ordre le 26 contre les émeutiers et les pillards, M. Ravalomanana a répondu : « *c'est moi qui ai donné l'ordre aux militaires de ne pas intervenir. Il faut bien gérer la crise, sinon cela aurait été un bain de sang* ». Il a accusé le maire d'être « *l'initiateur des troubles* » et Roland Ratsiraka d'être « *le cerveau des événements* ». Le chef de l'Etat a lancé un appel à la communauté internationale ainsi qu'aux Eglises. La présidence aurait fait savoir qu'aucune poursuite ne serait engagée contre les auteurs de destruction et de pillage de tous les Magro car il comprend que le peuple malagasy "*est pauvre et a faim*".

L'appel au dialogue du chef de l'Etat a conduit les occidentaux à tenter une mission de médiation. Si les Américains apparaissent en pointe dans la tentative de résolution de la crise, la France ne veut pas être en reste. Mais la tâche est compliquée par le fait que la France n'a plus d'ambassadeur à Madagascar depuis l'été 2008, suite à la demande du rappel de celui qui était en poste, Gildas Le Lidec, soupçonné d'avoir « *le mauvais œil* » par le chef de l'Etat, réputé très superstitieux. Le nom d'un successeur a été proposé à M. Ravalomanana mais sans réponse à ce jour. Le président aurait déclaré ne pas vouloir accepter de candidat ayant servi en Afrique.

Après s'être entretenu par téléphone avec le président Ravalomanana, Bernard Kouchner a de nouveau joint ce jour le chef de l'Etat ainsi que le maire, et Roland Ratsiraka. Il leur a réitéré « *l'impartialité de la France dans la crise que traverse actuellement Madagascar* ». Le président a affirmé avoir eu une conversation avec le ministre français des Affaires étrangères, qui lui aurait réaffirmé le soutien de la France, y compris pour aider Madagascar à arrêter les organisateurs des troubles. C'est à la suite de cette conversation que qu'un

mandat d'arrêt aurait été lancé contre Roland Ratsiraka et le général Dolin Rasolosa directeur de cabinet du maire. Le quai d'Orsay a démenti cette interprétation. L'armée semblait relativement divisée, ou du moins peu désireuse de soutenir ouvertement l'un des deux protagonistes.

Un grand rassemblement pacifique de plusieurs dizaines de milliers de personnes a de nouveau été organisé Place du 13 Mai. L'adjoint au maire a déclaré : « *On a arrêté hier pour marquer le deuil de ceux qui sont tombés dans le cadre du mouvement. Et également pour s'assurer que l'ordre soit garanti. A présent c'est OK* ». Ce dernier a précisé qu'il n'y avait pour le moment pas de discussions directes avec le président Ravalomanana, estimant que ce dernier était « *désavoué nationalement* ». Andry Rajoelina et plusieurs dizaines de milliers de ses partisans se sont recueillis devant la dépouille d'un adolescent tué par balle au 1^{er} jour des émeutes. Il a lancé « *un ultimatum à l'Etat pour que d'ici demain il condamne aux travaux forcés celui qui a donné l'ordre et celui qui a exécuté* » la victime. « *"Dans l'attente de la réponse de l'Etat, on va faire d'Antananarivo une ville morte* » a-t-il déclaré, en fixant un nouveau rendez-vous à ses partisans sur cette même place le 31 janvier.

Les manifestations et les pillages se sont poursuivis en province, notamment à Toamasina, fief de Roland Ratsiraka. A Toliara, des pillards s'en ont pris aux magasins du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et aux stocks de riz de Magro et Tiko. Le couvre feu instauré à Antananarivo par le maire a commencé à s'étendre à tout le pays. Dans la capitale et plusieurs localités, des marchés improvisés dans les rues ont commencé à écouler les marchandises pillées ; le marché noir a fait son apparition.

Le chef de l'Etat a fait une visite inopinée dans les décombres de la RNM et de la TVM. Marc Ravalomanana aurait affirmé que la France avait promis d'aider à reconstruire la station. Il a promis une réhabilitation rapide des immeubles ravagés de TVM. « *Je vais envoyer l'avion Air Force One en Afrique du Sud pour chercher tous les matériels nécessaires* », a-t-il déclaré. Des employés de TVM se sont organisés pour obtenir de leur future direction des garanties quant à leur indépendance. Ils ont créé une structure provisoire dénommée « *Comité de gestion de la TVM* ». Le président a refusé de répondre à un correspondant malgache d'un organe de presse étranger qui lui demandait si ses collègues de la TVM et la RNM auraient désormais le droit à l'indépendance et à l'impartialité vis-à-vis du régime.

Les troubles ont fait « plus de 80 morts en quelques jours », a déclaré le secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, Alain Joyandet. « *Il y a 25.000 ressortissants français [dont la moitié a la double nationalité], et donc nous sommes heure par heure très attentifs à l'évolution. La France appelle absolument les responsables, le président et le maire de Tananarive à se rencontrer, à dialoguer. {...} La France se dit disponible à renouer ce dialogue, sans ingérence bien sûr* », a ajouté le ministre. L'île compte aussi 2.500 ressortissants de l'UE et quelques 2.000 mauriciens. Le porte-parole du Quai d'Orsay a affirmé qu'aucun navire militaire français n'avait été envoyé au large de la Grande Ile, démentant une rumeur colportée à Madagascar.

Un journaliste de L'Express avance le bilan de 102 tués, en compilant les données recueillies auprès de sources officielles : la plupart sont morts écrasés sous des sacs de riz ou brûlés vifs dans les magasins saccagés. 43 corps, souvent calcinés, ont été apportés dans les morgues de la capitale, selon la Croix Rouge Malagasy.

La communauté internationale a prêché dans le désert : 8 ambassadeurs en fonction à Madagascar dont celui du Vatican, des Etats-Unis, d'Allemagne, du Japon, de l'Inde, de l'Afrique du Sud, de l'UE et des Nations Unies ainsi que la Chargée d'Affaires de

l'ambassade de France Marie-Claire Gérardin, se sont retrouvés pour une nouvelle fois à la résidence du Doyen, le Nonce apostolique, pour lancer un appel au dialogue.

Après RSF, la **Fédération Internationale des Journalistes (IFJ)** a appelé le gouvernement et l'opposition à respecter la sécurité personnelle des journalistes et de leur lieu de travail et tenir leurs querelles politiques loin des rédactions.

Un appel a été soumis à la FFKM par des intellectuels rassemblés au sein d'un groupe de réflexion dénommé « *Sauver-Mada* ». Le texte préconise la mise en veilleuse des prérogatives du président de la République définies par la constitution et la suspension de l'Assemblée nationale et du Sénat, la nomination d'un Premier ministre de consensus doté des pleins pouvoirs, la mise en place d'un gouvernement de Salut Public pour une durée de 12 mois maximum, qui aurait notamment pour tâche de préparer la mise en place des futurs institutions. Les activités politiques seraient suspendues jusqu'à la publication du projet de Constitution et du Code électoral. Le FFKM, les organisations de la société civile, les opérateurs économiques, les bailleurs de fonds et le corps diplomatique seraient associés.

L'analyse du rédacteur en chef de La Lettre de l'Océan Indien (LOI) : il estime que la crise était inévitable. C'est devenu une affaire politique, commerciale et personnelle. Dans la haute hiérarchie merina, l'une des craintes est un embrasement du pays. L'hégémonie politique merina pourrait être mise en cause. Madagascar possède aujourd'hui un président merina et un premier Ministre merina. La tradition est d'avoir un président côtier et un Premier ministre merina pour représenter l'ensemble des composantes du pays. Comme dans beaucoup de crises de ce type, il semble que l'armée détienne en partie les clés du problème. Mais l'armée malgache n'est pas une armée africaine. Cette armée ne s'est jamais battue contre un ennemi intérieur. Elle a très souvent une attitude mesurée. Lors des événements des années 90, ce n'est pas l'armée qui a tiré sur la foule mais la garde présidentielle de Didier Ratsiraka. L'armée ne veut pas non plus un remake de la crise 2001-2002 lorsque l'institution s'était cassée. Quand aussi bien Marc Ravalomanana qu'Andry Rajoelina ont appelé au calme au 2^{ème} jour des émeutes, les militaires ont alors considéré qu'il s'agissait d'une mission nationale. En revanche, si la crise est sans solution et s'aggrave, il ne faut pas exclure que le recours à l'armée ait lieu. Ce qui n'est pas le cas actuellement. Et il y a des militaires au gouvernement, ils sont bien placés dans les institutions.

Selon Libération, Profil bas de rigueur pour la France : accusée dans un passé récent de s'ingérer à mauvais escient dans les affaires intérieures de Madagascar, la France se montre très prudente dans la gestion de la crise Car quand le Quai d'Orsay se tait, l'opposition malgache se croit soutenue par la France. Et quand l'ancienne puissance coloniale affirme son attachement à l'ordre constitutionnel, le président Ravalomanana assure qu'elle va l'aider à arrêter les fauteurs de troubles... Dans la crise actuelle, Paris doit compter avec un hôte encombrant. Didier Ratsiraka, en exil dans la capitale française, et dont le neveu, Roland Ratsiraka, est désormais présent dans l'entourage du maire. La crise de 2002 a laissé des cicatrices entre Paris et Madagascar. Maîtrisant mal le français, pro-américain par inclination personnelle, le tombeur de Ratsiraka a écarté les entreprises hexagonales de nombreux marchés sur la Grande Ile depuis son accession au pouvoir.

La journée du 29 janvier, déclarée « ville morte » à Antananarivo - pistes d'ouverture avant le grand meeting du 31 janvier

Commerces fermés, grand marché désert : Antananarivo présentait un visage inhabituellement calme ce jour suite l'appel à une journée ville morte lancé par le maire. Un calme relatif a repris le dessus dans la plupart des régions après des journées d'émeutes trop bien coordonnées pour être totalement spontanées, selon les observateurs.

Le président de la République a lancé un appel à la population pour qu'elle collabore avec les autorités dans la recherche des auteurs de troubles. Il a ordonné aux ministres de prendre leurs responsabilités et les a invités à faire preuve d'audace dans la recherche de la vérité, pour aboutir à des arrestations aussi bien à l'encontre des exécuteurs que des commanditaires.

Un Conseil des ministres a procédé à des limogeages dans la hiérarchie de la Gendarmerie nationale. Le nouveau commandant de la gendarmerie nationale, le général de brigade Pily Gilbain, est réputé pour être un dur. La nomination d'un « côtier » à la tête de la gendarmerie vise peut-être à couper l'herbe sous le pied de ceux qui attisent la haine tribale. Le président entend exploiter à son compte l'émoi et l'indignation suscités par les actes de pillage au sein d'une partie de l'opinion.

Le mandat d'arrêt du maire serait toujours d'actualité, ainsi que ceux concernant son adjoint Nirhy Lanto Andriamahazo et le journaliste Gilbert Raharizatovo.

Une initiative du FFKM ouvre la voie au dialogue : les chefs d'Eglises avaient été plus que discrets depuis le début des troubles. Les Eglises protestantes sont en effet fréquemment accusées d'avoir vendu leur âme en soutenant inconditionnellement le pouvoir. Quant à l'Eglise catholique, ses atermoiements ont déçu l'opinion. Le FFKM se trouvait donc dans une situation délicate pour prendre des initiatives et prouver qu'il est encore un rempart moral sur lequel les exclus peuvent compter. C'est dans ce contexte qu'il est parvenu à rencontrer le président de la République et à obtenir de lui qu'il engage le dialogue avec le maire. Le FFKM a appelé ensuite le maire pour le rencontrer dans les plus brefs délais.

Dans une interview à TV5, Andry Rajoelina a révélé peu après que des contacts étaient en cours avec le président et a donné son accord pour une rencontre. Il a implicitement reconnu qu'un des scénarios possibles étudiés pour la sortie de crise était une cohabitation entre le président Ravalomanana et un gouvernement incluant des membres de l'opposition. Selon lui, la mise en place d'une transition est justifiée par le fait que le gouvernement et le président ont gravement sous-estimé les revendications de la population en ce qui concerne la pauvreté dont elle souffre et l'absence de liberté d'expression. Interrogé sur son âge qui l'empêche encore de briguer le pouvoir présidentiel, il a déclaré : « *Il n'y a pas d'âge pour diriger un gouvernement de transition* ». Pour Andry Rajoelina, la situation catastrophique actuelle résulte de l'absence de structures permettant une alternance démocratique : le pouvoir s'est taillé une Constitution sur mesure, et il n'y a ni bulletin unique aux élections, ni accès de l'opposition aux médias publics. Interrogé sur sa sécurité personnelle, le maire d'Antananarivo a exprimé son inquiétude face à la présence de commandos africains. Il a employé le terme de « *haute trahison* » pour qualifier la politique du gouvernement actuel, notamment pour la vente de terrain aux étrangers [*affaire Daewoo*].

Andry Rajoelina a appelé la population à renforcer la vigilance citoyenne au niveau des quartiers, plus particulièrement, aux alentours de la Banque centrale et de ses succursales, « *car certains partisans du régime effectuent des retraits illicites depuis quelques temps* ».

Marc Ravalomanana a invité le Corps diplomatique au palais présidentiel.

Le Secrétaire général de l'ONU rappelle aux parties malgaches « qu'il leur revient de régler leurs différends par des moyens pacifiques et un dialogue inclusif ».

La diaspora indienne d'Europe et de France a invité dans un communiqué « l'Etat Malgache à prendre des mesures pour prévenir et empêcher, par les moyens internes appropriés, le renouvellement de tels actes [vandalisme et pogroms], et en particulier envisager, si besoin est, d'adopter une réglementation pour prévenir et empêcher de tels actes et assurer la protection des biens et des personnes d'origine indienne établies à Madagascar conformément au droit international »

L'association politique Otrikafo s'oppose à la « transition » : « une transition est inutile car c'est un organe qui ne sert qu'à partager le gâteau. Toutefois, il faut consolider le mouvement populaire car l'objectif est de réaliser les aspirations profondes du peuple malgache ».

Selon Tribune, les observateurs craignent que le pays ne soit pas maître de la résolution de sa crise politique et ne soit soumis à la pression des intérêts économiques divergents des grandes puissances, dans le contexte de crise mondiale où les appétits sont exacerbés. Les deux protagonistes usent de tous les stratagèmes pour s'attirer les faveurs des bailleurs de fonds et le maximum d'alliés extérieurs. « Pourquoi Roland Ratsiraka est-il soudain un interlocuteur du ministre Bernard Kouchner ? », s'interroge le quotidien.

A la veille du meeting du 31 janvier, Andry Rajoelina a rencontré la société civile et différents partis dans un grand hôtel de la capitale. Dans le communiqué final, les participants ont déclaré « qu'après avoir constaté l'incapacité des dirigeants actuels à assurer la sécurité des biens et des personnes à travers le pays » ils « soutiennent fermement la volonté du maire d'Antananarivo de diriger le Régime de Transition » et « appellent le peuple malgache tout entier à œuvrer de manière solidaire pour exiger le départ immédiat des dirigeants actuels et pour mettre en place une nouvelle République, réellement démocratique et garante de l'intérêt général ». Les observateurs ont noté que l'on est passé de la revendication d'un gouvernement de transition à celle d'un Régime de transition. Cette plate-forme, dont les dirigeants affirment représenter la société civile, les syndicats et l'opposition, comprend notamment des figures actuelles de l'opposition telles que Jean Lahiniriko, ancien allié du président et 2^e à l'élection présidentielle de décembre 2006 avec 11% des voix.

« Régime de transition » : le mot résonne agréablement pour l'opposition qui est sortie de l'hibernation. Sans surprise donc, les Jean Lahiniriko, Marson Evariste, Pierre Houlder ou encore Alain Ramaroson, ont choisi leur camp, nourrissant l'espoir, sans doute, de figurer dans l'éventuel gouvernement de transition si telle devrait être l'issue de la crise.

Billet de Médiapart : « Le Peuple veut du Riz, les Politiques veulent le Pouvoir »

« Quand on vit à Madagascar, on ne voit pas l'évènement par la lorgnette d'un 2 mn sur le 20h. La misère, la faim, la corruption, le paludisme c'est chaque jour, Et la, pas de caméra, pas de papier, pas de 20h. Oui 60, 80 morts c'est beaucoup trop mais la quasi totalité le sont dans des mouvements de pillages et non par des tirs de l'ennemi d'en face. D'ailleurs, il n'y a pas d'ennemi. Il n'y a pas d'en face. Il y a des gens qui ont faim et il y a des gens qui tentent de défendre leur stock. Pendant ce temps le message des politiques pour revendiquer ou garder le Pouvoir est inaudible, voir incompréhensible, anachronique parfois. Les uns veulent du riz, les autres le Pouvoir. D'ailleurs celui qui a le Pouvoir ... avait aussi le Riz, jusqu'à lundi ...

Oui, l'achat d'un avion Présidentiel à 60 millions d'USD est une erreur grave, oui la censure des médias et de l'opposition est aussi une erreur grave. L'accaparement des moyens de production entre les mains du Monarque n'est pas acceptable. Mais tout cela n'est il pas un juste alibi pour mettre le feu au poudre et stigmatiser cette dérive autoritaire sous les yeux d'un Monde qui s'en fout.

Cette situation, les bailleurs de fonds la connaissent bien. Cette dérive, ils la vivent au jour le jour dans la totale transparence d'un pillage organisé des Projets financés par l'Europe, la France, la Banque mondiale.

Quand les Etats unis de Bush ont financé le MCA, sous la direction personnelle du Chef de l'Etat, destiné essentiellement à aider les paysans malgaches et que la première décision du MCA fut l'achat de 20 voitures 4X4 Touareg à 120.000 € pièce (prix local). Aucune récrimination. Aucun cri. Les seules larmes qui suintaient étaient celles de la climatisation sur le cuir des sièges qui accueillait des experts internationaux payés 1.600 € par jour pour venir voir un paysan malgache planter des haricots qu'on lui achète généreusement 0.50 € le kilo.

La pauvreté, la maladie, la mort, l'indifférence, ici à Madagascar c'est tous les jours, sans caméra et sans faire le 20h. »

Journée du 31 janvier : Madagascar : un pays, deux présidents ? Andry Rajoelina franchit une nouvelle étape et s'autoproclame « charge de la gestion de Madagascar »

Devant quelques dizaines de milliers de partisans rassemblés sur la Place du 13 Mai, le maire a franchi une nouvelle étape dans son bras de fer avec le chef de l'Etat, annonçant son intention d'engager une procédure de destitution. « *La demande du départ immédiat du président Ravalomanana sera déposée au Parlement pour suivre la procédure légale* », a-t-il déclaré. « *Nous sommes en train de mettre en place le gouvernement de transition et c'est moi qui vais gérer le gouvernement* », a-t-il ajouté, avant de lancer un appel solennel à différents organismes publics : « *Je fais appel à la Banque centrale pour qu'elle ne délivre plus d'argent au gouvernement. Je demande à tous les ministères de fermer à partir de lundi. J'appelle les forces de l'ordre à nous rejoindre. A présent, je vais donner les ordres* », a-t-il lancé sous les acclamations.

Des hommes cagoulés et des militaires avaient tenté d'empêcher l'installation du podium pour le meeting mais ils ont dû battre en retraite sous les jets de pierres de jeunes opposants. Une fois encore, les ordres fermes n'ont pas été suivis d'effet, l'armée paraissait toujours aussi soucieuse de ne pas réprimer la contestation et de ne pas prendre parti. Aucun autre incident n'a été signalé ; les partisans du maire se sont dispersés très rapidement, ce qui tend à prouver qu'il n'y a pas d'amalgame à faire entre manifestants et casseurs.

Les négociations entre le chef de l'Etat et le maire auraient dû démarrer la veille de cette manifestation. Les ambassadeurs accrédités et le FFKM faisant office de médiateurs, ont sollicité un report que le maire a accepté. On ignore la motivation de ce report, chacun en rendant responsable l'autre partie.

Avant son meeting, Andry Rajoelina a rencontré les ambassadeurs des Etats-Unis et d'Allemagne, deux des diplomates les plus actifs dans les tentatives récentes de résolution de la crise. Il a également reçu trois des quatre Chefs du FFKM. Les catholiques n'étaient pas représentés dans cette délégation. Cependant, des évêques conduits par le président de la Conférence épiscopale se sont déplacés pour exhorter le maire à choisir la voie du dialogue. Andry Rajoelina a également rencontré des députés indépendants et d'anciens parlementaires du TIM.

Le président, paraissant serein et concentré sur le travail de reconstruction, a pris son nouvel avion pour faire le tour des villes de province. Il s'est préoccupé de prendre la mesure de l'ampleur des dégâts et a essayé de rassurer les populations. Il a reçu un accueil mitigé.

« *Moi, je reste le président de ce pays et je fais le nécessaire pour son développement* », a affirmé Marc Ravalomanana. Interrogé sur d'éventuelles poursuites envisagées contre M. Rajoelina

après ses déclarations, le chef de l'Etat a répondu: « *Ici à Madagascar, nous avons un ministère de la Justice et aussi une Haute cour constitutionnelle et je crois qu'ils vont prendre leurs responsabilités* ». Il a appelé la population à aller travailler normalement lundi. Il a déclaré que le pays est calme mais que le grand problème est le manque d'accès de la population aux Produits de Première Nécessité. Il a affirmé que le gouvernement et les Organisations internationales travaillent dans ce sens.

TVM a cessé sa diffusion à 15h00, deux jours après la reprise de sa diffusion.

A Toamasina le commandant local de la circonscription régionale de la gendarmerie nationale a déclaré que la traque de Roland Ratsiraka a commencé.

L'association des détenus politiques de 2002 (Adpm) a lancé un au soutien d'Andry Rajoelina: ils exigent l'arrestation de plusieurs officiers supérieurs et d'éminentes personnalités du gouvernement. Ils ont fixé ultimatum au 13 février pour la réalisation de ces revendications, faute de quoi ils sont déclarés résolus à appliquer la « *loi démocratique aux coupables* » et de les « *soumettre à la justice du peuple* ». Ils se sont félicités du comportement de l'armée, soucieuse de la protection de la population.

Le président de la Commission de l'UA, Jean Ping, a déclaré que « *tout changement anticonstitutionnel à Madagascar sera condamné* », à la veille du Sommet de l'organisation continentale à Addis-Abeba, le 1^{er} février. Une délégation dirigée par le Premier ministre doit se rendre à ce Sommet.

Informations politiques antérieures au 26 janvier

En début de mois, session parlementaire expéditive de 2 jours du Parlement pour l'adoption de la loi sur les partis politiques et la révision de la Constitution. Les dispositions contenues dans la version finale du projet de loi sont très strictes : le gouvernement déclare vouloir «*maîtriser ce multipartisme effréné et débridé*». Chaque parti dûment enregistré devra disposer d'une structure composée de 5 personnes au niveau des communes, dans au moins 12 régions. Il sera tenu d'organiser un congrès au minimum tous les 3 ans. Les formations politiques qui ne participeront pas à 3 élections successives au suffrage universel direct ne seront plus reconnues. Les membres dirigeants d'un parti devront résider dans le ressort territorial de l'organe auquel ils appartiennent, ce qui exclut d'office la participation des exilés politiques (ce qui va poser un problème à l'Arema pour le retour aux responsabilités de Pierrot Rajaonarivelo). Il oblige également les partis à participer aux élections pour pouvoir bénéficier du financement public et limite la possibilité d'organiser des réunions politiques aux seuls partis régulièrement déclarés au ministère de l'Intérieur. La révision de la Constitution met fin aux candidats «*indépendants*», non présentés par un parti. Ces candidats, qui ont fait la razzia lors des précédentes élections, vont être mis à l'écart des prochains scrutins. *La Vérité* approuve cette mesure qui vise à mettre sur la touche les élus qui se comportent comme des électrons libres et ne respectent pas leurs électeurs. Les 14 députés indépendants qui avaient créé leur groupe parlementaire ont fait «*profil bas*» et ne sont pas parvenus à adopter une position commune.

Les deux projets de loi ont été adoptés à la quasi-unanimité. Les parlementaires ont inclus dans le texte l'impossibilité, pour les personnalités condamnées par la justice, de briguer la tête de leur parti. L'épée de Damoclès menace donc désormais certains opposants au régime, comme Pierrot Rajaonarivelo, Jean Eugène Voninahitsy ou Pety Rakotoniaina. Les partis disposeront d'un délai de 30 mois pour se conformer aux textes.

Des observateurs estiment qu'il n'est pas certain que tous les partis se soumettent à la nouvelle législation. Certains vont choisir délibérément de rester dans «*l'illégalité*» tout en faisant de la politique en vertu des droits fondamentaux accordés par la Constitution.

Avion présidentiel : «*Force One II*» a été livré. La polémique continue et le FMI y met son grain de sel. Le choix du président s'est finalement porté sur un Boeing 737 version VIP ayant appartenu au milliardaire Roy Disney, neveu de Walt Disney. Un palace volant de 60 millions de dollars, montant confirmé par le président, qui a tenu à rassurer l'opinion sur l'utilité de l'appareil : «*Il devrait nous permettre d'améliorer nos relations avec l'extérieur, [...] il relève réellement d'une priorité nationale. [...] Les pays, associations ou sociétés qui ne maîtrisent pas les technologies modernes ne réussiront pas dans le concert de la mondialisation*», a-t-il poursuivi. Le coût d'acquisition représenterait plus du 80 % du budget de la Présidence, plus de 70% du budget du département chargé de la Sécurité intérieure et équivaldrait au budget alloué à l'éducation post-fondamentale et à la recherche.

Le président, sa famille et une forte délégation gouvernementale ont organisé une réception au pied de la passerelle à l'arrivée de l'appareil en provenance des USA. Des vols inauguraux ont été immédiatement programmés en direction des provinces équipées pour recevoir l'appareil.

Le site *Clicanoo* titre sur «*La dernière extravagance de Marc Ravalomanana*» et *La Vérité* de commenter : «*si cet avion est un cadeau de société -plus étrangère que malgache, pourquoi ne pas le dire ? Ce serait plus acceptable pour les Malgaches qui ne trouveraient rien à dire sur les affaires qui ne le concernent pas. Ce qui ne va pas les empêcher de se lancer dans des conjectures relatives aux*

motivations de l'octroi de ce joyau en guise de cadeau. On parlera indubitablement de contreparties, de dessous de table, de pot de vin ».

FMI : « L'achat de « Force One » doit respecter la procédure ». Son représentant, interrogé par *L'Express*, précise que le FMI « n'a aucune opinion sur l'opportunité ou non de l'achat de cet avion. [...] Notre souci est de savoir si un tel achat, vu son importance, a suivi la procédure prévue par la loi malgache qui est bien faite. Nous avons donc demandé des explications au gouvernement, pour savoir si le texte budgétaire a été respecté à la lettre, ainsi que les dispositifs prévus par le code des marchés publics. La demande du FMI entre dans le cadre d'un grand chantier que cette institution, avec l'ensemble des autres partenaires, entame. Il s'agit de l'amélioration de toute la chaîne d'engagement de dépenses » Le FMI n'exclut pas que le gouvernement ait procédé à des réaffectations de crédit, et dans ce cas également, il devra s'en expliquer. Le FMI analysera, les incidences éventuelles d'une telle acquisition sur les réalisations du pays, par rapport aux objectifs MAP qui ont été inspirés des Objectifs du Millénaire. Cela concerne plusieurs domaines comme le taux de vaccination, le taux de mortalité, la santé ou l'éducation. Cette mise au point coïncide avec le départ des néo conservateurs de l'administration Bush auprès de qui il avait ses entrées, observe *Les Afriques*, journal de la finance africaine.

Selon le site *Exprimanoo*, «en s'intéressant à cet achat rocambolesque, le FMI tente de prouver son intégrité face au gouvernement malgache ». Le dossier de demande de financement de Madagascar auprès du FMI devait être examiné par le conseil d'administration de l'institution avant fin 2008, comme c'est la tradition. Mais ce calendrier n'a pas été respecté. L'agence *Matera* voit dans ce retard le signe d'un blocage.

« *L'achat de l'avion présidentiel est une prérogative gouvernementale et le FMI n'a pas le droit de s'immiscer sur l'opportunité ou non d'une telle décision* » a déclaré le ministre des Finances et du Budget, qui a affirmé que la moitié du coût a été financée par le gouvernement sur le budget de la présidence de la République et l'autre moitié sur fonds propres du président Ravalomanana. « *Toujours est-il qu'avec cette manœuvre désespérée de clarification, le président Ravalomanana reconnaît publiquement son immense fortune* », observe *Exprimanoo*. La presse internationale s'est largement fait l'écho de cette polémique.

Roland Ratsiraka a exigé la démission du ministre du Budget, qui a « *autorisé* » le marché de gré à gré pour l'obtention de cet appareil. Il croit savoir que c'est la firme coréenne Daewoo qui aurait versé les 30 millions de dollars « *d'apport personnel* » du président.

Secrétaire national de l'Arema : Pierrot Rajaonarivelo reprend du service. Intérimaire depuis 2 ans, Pierre Holder Ramaholimasy cède la place à l'ancien vice-Premier ministre, en exil en France. Il dirigera le parti avec le président-fondateur, Didier Ratsiraka. Les deux personnalités ont la lourde tâche de refaire l'unité du parti mais les « *pro-Ratsiraka* » locaux mettent en doute la réalité de cet accord. Cette « *rentrée politique* » s'inscrit, selon des militants Arema, dans le cadre de la préparation de la présidentielle de décembre 2011. *Midi* s'interroge : l'exilé « *serait-il, malgré la lourde condamnation judiciaire qui le frappe, le candidat potentiel de l'opposition à ce rendez-vous ?* » Selon *LOI*, Pierrot Rajaonarivelo souhaiterait négocier avec le pouvoir les conditions de son retour au pays. Il serait en contact avec des entreprises françaises qui pourraient lui apporter leur aide, dans la perspective du scrutin présidentiel.

Université d'Antananarivo : la nomination d'un président ad hoc suscite la polémique. Après le limogeage du président élu de l'Université d'Antananarivo, Willy Rajerison, la secrétaire général de la présidence de la République, Hanitra Rajaonah, a été nommée présidente du Comité ad hoc alors que, logiquement, ce poste aurait dû revenir au n°2 de

l'Université, le constitutionnaliste Jean-Eric Rakotoarisoa, universitaire renommé et influent représentant de la société civile.

L'Eglise catholique face à la menace de crise politique

L'Archevêque d'Antananarivo confirme l'existence de rumeurs annonçant son « renversement » : il précise que *« selon les règles de l'Eglise, le Nonce apostolique et la Conférence des Evêques devraient m'interpeller si Rome a senti que l'Eglise catholique à Madagascar est en danger. Il y aura une ouverture d'enquêtes s'il y a des cas concrets. Mais, pour l'instant, ce n'est pas encore le cas. En tout cas, c'est Rome qui m'a nommé et il revient à cette instance de me limoger si les accusations sont fondées »*.

Le nonce apostolique fait part de ses appréciations positives sur la situation mais dénonce les entorses à la liberté d'expression : à l'occasion de la présentation de vœux du corps diplomatique au président de la République, son doyen, le nonce apostolique, a commencé par faire part de sa satisfaction de constater que le pouvoir avait demandé l'avis des politiques pour la mise au point du projet de loi sur les partis. Selon lui, cette démarche reflète le désir du gouvernement d'avancer dans la voie du respect des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Le Nonce apostolique s'est également félicité du rôle efficace joué par le pays à la Cour Internationale de Justice.

Mais il a déclaré ensuite : *« il semble pourtant qu'il y ait encore de l'espace pour des progrès. L'année 2008 a enregistré la fermeture immédiate d'une station de télévision et l'année précédente, la suppression immédiate d'un programme d'une station de radio »*, a-t-il déploré, faisant allusion à la chaîne de TV Viva et à l'émission *Karajia* de la radio catholique Don Bosco. Mgr Augustin Kasujja a aussi rappelé qu' *« il reste à organiser les élections des maires de Sainte-Marie, Tolagnaro, Ivato et Nosy Be »* gérés actuellement par des Pds, le pouvoir n'ayant pas laissé la possibilité aux électeurs de s'exprimer lors des dernières municipales. Il met ainsi indirectement en garde le pouvoir contre la destitution du maire de la capitale et son remplacement par un Pds nommé, selon la rumeur qui court.

Convocation « d'Etats généraux de la démocratie » : des organisations de la société civile (Sefafi, Cnoe, Conecs, ...) organiseront à Antananarivo du 19 au 21 février des *« États généraux de la démocratie et des valeurs républicaines »*.

NB : les informations qui suivent ont été recueillies avant les évènements du 26 janvier

DROITS HUMAINS, JUSTICE, SANTE PUBLIQUE

Pas de grâce présidentielle pour le Nouvel An : dans son discours de fin d'année et contrairement aux attentes des mieux placés et de l'opposition, Marc Ravalomanana n'a pas annoncé de grâce présidentielle.

Le nombre de détenus en forte baisse en 2008 : il est passé en un an de 22.000 à 17.000. Une situation proche de l'objectif du ministère de la Justice qui se situe entre 13.000 et 14.000 détenus. 65% de la population carcérale a été jugée contre 33% seulement en 2005. Il en est de même pour les prévenus, avec un taux de 35% contre 67%. *«L'objectif fixé pour 2012, soit 60 % des détenus et 40 % des prévenus jugés, est en phase d'être atteint»*, a souligné la ministre Bakolalao Ramanandraibe. Des experts de l'UE collaborent avec le ministère de la Justice dans l'élaboration d'un plan de réforme pénitentiaire à mettre en œuvre d'ici 2014.

La ministre se fixe pour objectif en 2009 de reconquérir la confiance des justiciables. Elle a annoncé la poursuite de la lutte contre la corruption et la mise en place d'un Etat de droit. Transparence et défense des droits humains sont ses leitmotivs.

Médicap Madagascar s'investit pour une amélioration des conditions de vie carcérale : cette association est à l'origine de la création en 2006 des *« Comités de Soutien aux Personnes Détenues »* qui interviennent dans les questions relatives au respect des droits des détenus et à la constitution et au suivi des dossiers de demande de liberté provisoire ou conditionnelle. Ils se penchent aussi sur l'éducation et la formation ainsi que sur la réinsertion sociale des détenus, à travers l'alphabétisation et la formation professionnelle. 4.373 détenus ont bénéficié d'un repas de fête à l'occasion de Noël et du Nouvel An. Toutes ces actions sont conduites en concertation avec l'Aumônerie catholique des prisons (ACP), l'UE et le CICR.

Evasion de 22 prisonniers (dont 3 condamnés à mort) de la maison de Force de Tsiafahy, établissement pénitentiaire réputé le plus sûr de l'île. Cette évasion massive est intervenue dans un contexte d'insécurité qui a amené les autorités à une refonte de la politique sécuritaire du pays en tout début d'année, avec la création d'un ministère de la Sécurité intérieure. En 48h, trois prisons ont connu une vague d'évasions portant sur un nombre de 70 détenus, et portant à une centaine le nombre d'évasions depuis novembre. Une mutinerie s'est produite à la prison de Toamasina : des bâtiments ont été incendiés et des prisonniers dangereux ont dû être transférés à Antananarivo. 13 personnes, dont 9 fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, ont fait l'objet d'une enquête à Toamasina. Des limogeages en série ont été prononcés parmi les hauts responsables de l'administration pénitentiaire. Le ministre de la Sécurité intérieure a exclu la piste politique, contredisant les propos de la ministre de la Justice qui avait évoqué l'existence d'un *« cerveau »* derrière l'opération. Le ministre de la Sécurité a fait appel à la population pour retrouver les fugitifs. Il a réaffirmé la nécessité d'éviter les rassemblements politiques en plein air pour éviter les risques.

Les condamnés à mort évadés l'avaient été pour attaque à main armée, association de malfaiteurs et détention illégale d'armes.

Dans la « Chronique de Vanf » de L'Express, ce commentaire sur le peine de mort : *« On entend peu les partisans de l'abolition de la peine de mort quand trois de leurs protégés reviennent menacer la société. Quel plaidoyer pourrait excuser les crimes que ces condamnés à mort,*

inexplicablement en sursis, vont certainement encore commettre ? Plutôt que les tergiversations de la justice, la mitrailleuse d'un gardien aurait pu définitivement trancher la question. Encore aurait-il fallu que tout le monde eût été à son poste, et que la logistique suive. Un carton depuis le haut des miradors. Comme à l'exercice, mais à balles réelles, sur des cibles qui n'ont plus rien à perdre. On peut être certain qu'arme au poing, ces criminels n'auraient pas hésité à tuer de sang-froid, un gardien en mauvaise posture. Ni un témoin gênant malencontreusement croisé dans la campagne. Je trouve singulièrement absurde de se poser des questions auxquelles personnes n'aurait pas pensé si la peine de mort prononcée avait été effectivement appliquée. ». [Vanf s'est taillé à Madagascar une solide réputation de défenseur de la peine de mort].

Le magazine «Enquêtes et révélations», diffusé sur TF1, consacré au tourisme sexuel français à Madagascar : le quotidien *Les Nouvelles* explique que « pendant le tournage, les autorités malgaches ont voulu frapper fort et se sont lancées dans une campagne de répression sans précédent. Pour que Madagascar ne soit plus le visage du tourisme sexuel. Le résultat est stupéfiant : arrestations massives de touristes français, incarcérations «abusives», justice expéditive... En l'espace de quelques semaines, des dizaines de Français se sont ainsi retrouvés en prison. Les uns après les autres, ils ont été condamnés à cinq ans de prison ferme. Madagascar a créé un nouveau délit : le «tourisme sexuel». Il s'applique aux étrangers qui ont payé des jeunes filles malgaches, qu'elles soient mineures ou majeures... Les journalistes ont pu filmer ces vagues d'arrestations ». TF1 se félicite que ce reportage « accrocheur » ait réuni 2 410 000 téléspectateurs soit 26,7 % de part de marché.

Placement privé au Liban d'employés de maison malgaches : un homme d'affaires libanais vient de créer à Antananarivo une nouvelle société spécialisée dans le placement privé au Liban d'employés de maison malgaches, dénommée « *Madagascar International Services* ». L'homme d'affaire a un gérant malgache qui compte créer un centre de formation d'arts ménagers pour former les futures femmes de ménages destinées à l'expatriation. Le salaire mensuel d'une domestique malgache travaillant au Liban est de 150 dollars, 5 fois plus que le salaire minimum à Madagascar, et ces 150 dollars constituent autant d'économies mensuelles pour des employées au pair dont les sorties sont très encadrées.

Une Malgache ayant travaillé au Liban a été placée en soins intensifs à son retour au pays. Elle s'est dite victime de maltraitements lourdes par la famille qui l'employait depuis 6 mois comme femme au pair. « *J'ai été victime de tortures physiques et mentales* », affirme-t-elle. Elle avait répondu à une offre d'emploi et elle était entrée en contact avec une agence de recrutement qui avait pris en charge tous ses frais.

9 bureaux de placement (sur un effectif de 18 déclarés) se sont engagés à normaliser la situation des travailleurs malgaches expatriés dans de nombreux pays, notamment, outre le Liban, Maurice, les Seychelles et le Canada. Ils se sont regroupés en syndicat, dont l'une des missions sera d'intervenir dans la résolution de conflits entre employeurs et employés. Le président du syndicat affirme avoir ouvert une enquête concernant la jeune femme rentrée du Liban, victime de violences. La plaignante aurait été envoyée par une agence illégale. Le syndicat appelle les pouvoirs publics à exercer des contrôles.

[Le Monde a publié en septembre 2008 une enquête de Human Rights Watch qui révélait que sur 95 travailleuses migrantes employées de maison mortes au Liban, entre le 1er janvier 2007 et le 15 août 2008, 40 se sont donné la mort et 24 ont chuté d'étages élevés alors qu'elles tentaient de fuir. HRW avait rappelé à leur devoir tant les autorités libanaises que les autorités consulaires et les employeurs.]

Les membres de la HCC en Afrique du Sud : il ont suivi une formation consacrée à la démocratie et ont pris connaissance des expériences sud-africaines de mise en place d'un comité électoral indépendant et d'un code électoral. La formation fait suite aux revendications émises par les politiques lors de la « *rencontre présidentielle* » en décembre. Une révision du code électoral se profilerait donc à l'horizon avec la mise en place d'une

commission électorale indépendante et l'usage du bulletin unique. Les membres de la HCC ont été rejoints par le président Ravalomanana.

La corruption dans les services du ministère des Finances : le ministre a relevé que si la corruption, au niveau du ministère, a diminué, il n'en demeure pas moins que des cas existent encore auprès des différents services. Il a cité le Trésor, les Soldes, les Impôts, les Douanes.

Un médecin pour 5.200 habitants mais des régions délaissées : « Madagascar est proche des normes de l'OMS, soit un médecin pour 5.000 habitants », a déclaré le ministère de la Santé. Depuis quelques années, le ministère a procédé au recrutement de médecins et d'agents paramédicaux mais le pays souffre d'une répartition très inégale du corps médical sur le territoire : dans certaines régions enclavées le ratio n'est que de 1 pour 17.000, voire 20.000 habitants. Pour y remédier, les nouvelles recrues ont l'obligation de travailler quelques années dans les secteurs sous-équipés. La Banque mondiale et l'AFD contribuent financièrement à faciliter leur affectation et leur maintien sur place.

RELATIONS INTERNATIONALES, COOPERATION, BAILLEURS DE FONDS

Ruée sur l'or noir à Juan de Nova, une île revendiquée par Madagascar : la France a accordé deux autorisations de "prospections préalables" autour de cet îlot, l'une des « Iles Eparses » sous juridiction française régulièrement revendiquées par Madagascar et Maurice, situé dans le Canal du Mozambique. Deux permis, dits « Permis de Juan de Nova Est » ont été accordés conjointement à des sociétés américaines, anglaises et australiennes. Ils délimitent une superficie plus de 60.000 km² de la zone économique exclusive française. La France a la possibilité de déposer d'ici mai 2009 devant la Commission du Plateau continental des Nations Unies un dossier technique qui pourrait permettre d'étendre la superficie des zones marines sous juridiction française et donc peut-être des zones susceptibles de receler des hydrocarbures. A noter que cet îlot revêt une importance majeure pour la sauvegarde de l'avifaune à l'échelle de la planète.

La loi française sur les tests ADN se fait toujours attendre : votée il y a plus d'un an, la loi sur les tests ADN pour le regroupement familial, n'est toujours pas appliquée. Le décret d'application devrait sortir ce début d'année, selon *La Croix*, après examen en conseil d'Etat. Il doit notamment fixer la liste des pays avec lesquels le recours aux empreintes génétiques sera mis en œuvre. 9 pays devraient être concernés : l'Angola, le Bangladesh, le Cameroun, le Cap-Vert, la République dominicaine, le Ghana, la Guinée, Madagascar et le Pakistan.

Annonce d'une prochaine reprise des procédures d'adoptions d'enfants par la France : Rama Yade, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères a déclaré : « En 2008, le nombre d'enfants adoptés à l'étranger a augmenté de 3 %. C'est significatif quand on sait que ces adoptions avaient baissé de 20 % en 2007 ». Elle indique que l'ambassadeur de l'adoption internationale a identifié 7 pays pour lesquels les procédures pourraient reprendre : le Vietnam, l'Inde, le Mali, l'Ethiopie, le Burkina Faso, Madagascar et le Guatemala. Un huitième pays sera bientôt choisi. Mais « l'adoption est l'ultime recours pour les enfants orphelins ou abandonnés. Avant cela, il faut tout faire pour qu'ils retrouvent une vie familiale dans leur pays ».

La crise financière frappe à la porte des associations humanitaires : presque tous les secteurs sont touchés, notamment dans l'éducation, l'aide aux détenus et aux enfants de la rue, la prise en charge des personnes âgées, l'aide aux femmes battues. Les associations qui disposent de partenaires financiers à l'étranger redoutent surtout des répercussions en 2010.

Le parti communiste chinois appuie financièrement le parti présidentiel : l'ambassadeur de Chine et le président du Sénat, président du TIM, ont signé un accord qui prévoit un appui de 850.000 yuans du PC chinois pour la fabrication de cartes d'adhésion infalsifiables. 2.000 drapeaux du parti TIM ont été offerts. Le Président du TIM a insisté sur le renforcement de la collaboration et les échanges d'expérience entre partis présidentiels.

Un partenariat sino-malgache original pour la réalisation des infrastructures d'accueil du Sommet de l'UA : les 54 villas destinées aux chefs d'État participant au Sommet de juillet 2009, construites dans le cadre de la coopération sino-malgache, seront d'abord mises à la disposition du gouvernement. Un mois après l'évènement, elles seront rendues à la société d'État chinoise, qui les mettra en vente. Les sommes collectées seront investies dans la construction de nouveaux logements pour accueillir les invités du Sommet de la Francophonie en 2010. Une superficie de 20 ha est réservée pour la soixantaine de villas de ce second Sommet.

Mais les 54 villas présidentielles construites par une entreprise chinoise ne suffiront pas : 10 villas VIP supplémentaires seront nécessaires. Par ailleurs, un salon VIP a été achevé à l'aéroport d'Ivato et le tarmac destiné au stationnement des appareils des chefs d'État est quasiment achevé.

La Banque mondiale lance une critique sévère de l'enseignement secondaire et supérieur : un projet de réforme du secondaire est en gestation. Les nouveaux programmes, près de 40 ans après la réforme de 1970, visent à faire coïncider les diplômes et le développement économique du pays. « *L'enseignement post-fondamental à Madagascar est de qualité médiocre, coûte cher, est inefficace et produit peu de diplômés... Il ne produit pas des diplômés qualifiés pour participer à l'économie de demain* », a expliqué un spécialiste de l'Institution, qui s'apprête à accorder 60 millions de dollars à la mise en œuvre de cette réforme.

Madagascar afficherait le taux d'accès à l'enseignement supérieur le plus bas au monde. Le pays ne compte que 264 étudiants pour 100.000 habitants. L'insuffisance de la capacité d'accueil des universités malgaches ne permet pas l'inscription systématique des nouveaux bacheliers. En 2005, seuls 54% des bacheliers ont pu intégrer les universités et après la première année le taux d'abandon était de 40%. L'enseignement supérieur produit peu de diplômés : en 2006, seuls 4.200 étudiants ont décroché un diplôme.

Banque mondiale (IDA) : prêt de 40 millions de dollars pour le lancement du « FID 5 ». Le programme, d'une durée de 3 ans, sera axé sur la protection sociale des couches les plus vulnérables, notamment dans les zones sinistrées par les catastrophes naturelles. Il contient la création d'emplois temporaires sous système HIMO pour la réhabilitation ou la reconstruction d'infrastructures socio-économiques. 160.000 personnes en seront bénéficiaires pour 1.600 projets. La rétribution est portée de 1.500 à 2.000 Ar par jour. Les employés et leurs familles peuvent bénéficier des soins gratuits au centre de santé de base local.

FMI et Banque mondiale : le partage de la croissance, un problème non résolu. Le pays enregistre une croissance moyenne annuelle de 5%, avec le maintien des équilibres budgétaires et monétaires. « *Madagascar a fait mieux que les autres pays de l'Afrique Subsaharienne* » affirme le FMI. La croissance malgache est en marche, mais elle reste fragile,

une fragilité qui s'illustre à travers la volatilité de la croissance économique au cours de la dernière décennie « *La crise politique en 2002, a non seulement entraîné une chute de près de 10% du PIB, mais la permanence d'effets pervers expliquant le fait que le revenu par habitant est revenu à son niveau de 2001 seulement aujourd'hui* ». Et cette bonne performance ne profite qu'à une infime minorité. « *Un meilleur partage de la croissance a été évoqué il y a environ 5 ans, et jusqu'ici, rien n'est perçu dans ce sens* », affirme un représentant de la société civile dont l'avis est partagé par la Banque mondiale, pour qui les efforts doivent être redoublés dans différents secteurs. « *Le partage de croissance implique un grand nombre de personnes. Elle ne peut être effective quand les deux tiers de la population ne sont pas capables d'épargner, d'investir ou d'aller à l'école* ». Davantage d'investissements dans le domaine des infrastructures et des ressources humaines s'avèrent nécessaires. Le rapport 2007/2008 sur le développement humain du PNUD (données 2006) place Madagascar au 143ème rang sur 177 pays.

Marge d'endettement réduite en raison de la crise mondiale : selon la Loi de finances 2009, le gouvernement est autorisé à emprunter auprès de diverses sources de financement intérieur et extérieur à concurrence de 900 milliards Ar pour financer ses projets de développement. Le *Country Manager* de la Banque mondiale a toutefois recommandé la prudence. Si l'annulation de dettes dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (IPPTE) donne une marge d'endettement au pays, elle est réduite en raison de la conjoncture mondiale. Les exportations ont déjà beaucoup chuté, ce qui impacte la capacité de remboursement. Le montant de la dette extérieure à rembourser cette année est de 63 milliards Ar en principal et de 36 milliards en intérêts. Après déduction de l'assistance IPPTE des autres créanciers multilatéraux, le service de la dette est ramené à 85 milliards Ar.

ECONOMIE

La controverse sur la demande d'acquisition de 1,3 million d'ha de terrains arables par Daewoo Logistics dans diverses régions de Madagascar [Cf. RP nov. et déc. 2008]

L'affaire, largement reprise par la presse internationale, a dépassé les frontières de la Grande Ile. Un « *Collectif pour la défense des terres malgaches* » est né le 23 décembre. Il a sommé les autorités malgaches « *d'arrêter immédiatement toutes les actions et toutes les procédures engagées afin de réviser les termes du contrat* », tout en demandant aux responsables gouvernementaux « *de faire preuve de transparence et de donner à la population malgache et aux populations du monde toutes les informations sur cette affaire* ». [Cf. pétition sur le site <http://terresmalgaches.info>]

La diaspora malgache en France a lancé un appel à tous les Malgaches de l'extérieur à se mobiliser et à signer une pétition d'assignation en justice de l'Etat malgache.

Une plainte contre Daewoo a été déposée auprès du Conseil d'Etat par la quasi-totalité des partis d'opposition. Un courrier a également été transmis à la Direction des Domaines. Le maire d'Antananarivo a émis des propos sévères à l'encontre du pouvoir. L'ancien maire de Toamasina, Roland Ratsiraka, a affirmé : « *Contrairement aux affirmations de certains responsables, les zones demandées par Daewoo ne sont pas en totalité des terrains domaniaux, mais déjà bornées et titrées à des particuliers* ». Roland Ratsiraka a réclamé la démission du ministre de l'Aménagement du Territoire et des Domaines, Marius Ratolojanahary.

Les autorités françaises se sont déclarées « inquiètes » et auraient souhaité, d'après LOI, que le gouvernement malgache les en informe à l'avance. Cette tâche incombait au ministre de l'Agriculture, qui n'a pas pu se rendre à temps à Paris.

Le ministre de la Réforme foncière et de l'Aménagement du territoire parle de désinformation : « *Les journalistes étrangers ne connaissent pas le contexte à Madagascar et ne disposent pas d'informations exactes sur ce qui se passe ici. Il y a une véritable désinformation. [...] Je réaffirme que ce projet est toujours au stade de prospection, les documents existants jusqu'ici et publiés dans la presse ne sont que de simples procédures de facilitation dans le cadre de cette prospection* », soutient le ministre, qui rappelle, selon *Midi*, que l'Etat encourage les investisseurs à se lancer dans l'agri business, conformément aux orientations du MAP. Des opérateurs nationaux et étrangers effectuent déjà une exploitation à grande échelle pour diverses filières tels le jatropha, la canne à sucre et le maïs. Faute de base de données foncières pour attirer les investisseurs sur les terres disponibles à exploiter, Daewoo a effectué une prospection de terrain susceptibles de lui convenir dans quatre régions : Atsinanana, Sava, Menabe et Melaky, a précisé le ministre. Les régions concernées ne joueraient qu'un rôle de facilitateur. Ensuite, un comité interministériel se chargera de l'étude de son business plan et des retombées économiques positives que le pays pourrait en tirer. La décision d'octroyer des terrains au demandeur s'effectuera au niveau d'un Conseil du gouvernement ou des ministres. La prospection en cours devrait notamment permettre de ne pas empiéter sur des terrains déjà cultivés. Le ministre conteste aussi les superficies annoncées dans la presse : actuellement, seuls 10% des terres cultivables sont exploitées, ce qui représente 1,2 millions d'ha. Il rappelle que la prospection en cours porte sur 1,3 millions d'ha. La sécurisation des terrains valorisés par les paysans est en cours, même si 2008 enregistre un certain retard : alors que 260 guichets fonciers uniques devaient se mettre en place, seuls 193 sont opérationnels. Sur les 30.000 certificats fonciers prévus, seulement 10.000 ont pu être confectionnés.

Daewoo reconnaît rencontrer des oppositions à son projet : selon le site du quotidien britannique *The Télégraph*, un haut responsable de Daewoo a reconnu avoir « *de grands ennuis avec le gouvernement de Madagascar* », suite à la publicité que les médias ont faite de ce projet et de la mobilisation des opposants. Daewoo fait part de sa surprise, de nombreux pays du Sud ayant déjà signé des accords de ce type, quoique de moindre importance, avec des partenaires étrangers en quête de terres arables.

La confiance du président de la Commission « Finance et économie » de l'Assemblée nationale : « *Nous sommes confiants dans les déclarations du ministre Ratojanahary disant qu'aucun terrain n'a encore été octroyé dans ce dossier. Mais nous nous demandons si c'est vraiment un péché mortel qu'un investisseur puisse s'intéresser à des terrains en vue de culture à des endroits non encore exploités. Ne suffirait-il pas de veiller à la qualité du contrat ? Le TIM fera une proposition sur cette question* ».

Le ministre de l'Aménagement du territoire et de la Réforme foncière demande à l'opposition d'apporter la preuve concrète d'un contrat de vente avec Daewoo. « *Le dossier Daewoo est actuellement dans une phase d'étude* », a-t-il réaffirmé, précisant : « *Daewoo a répondu à cet appel et est arrivé à Madagascar. Il a l'intention de bâtir une usine d'huile de palme. Malheureusement, il y a un défaut de mise à jour de base de donnée en matière de carte d'occupation du sol. Alors Daewoo a été obligé de faire lui-même la prospection dans quatre régions. [...] Aucune expropriation de terrain n'est en vue* ». Les terrains déjà exploités par les privés, ceux dont la demande d'acquisition est en cours ainsi que ceux destinés aux projets d'extension des villes ne seraient pas concernés par le projet. Le rapport de prospection servant à identifier les

terrains disponibles serait maintenant entre les mains du comité interministériel. Le ministre a mis en cause la crédibilité des journalistes locaux, censés mieux connaître leur pays que les journalistes étrangers qui annoncent des chiffres fantaisistes et pratiquent la désinformation. Les notables traditionnels rencontrés par le maire d'Antanarivo affirment détenir des preuves de « vols de terres » et mettent notamment en cause la société minière QMM à Taolagnaro. Pour *La Vérité*, les autorités sont coutumières du fait qu'après avoir recensé les terrains dits domaniaux, elles ne font preuve d'aucun scrupule pour déloger des populations qui les ont mises en valeur, pour aboutir in fine à une prescription acquisitive

« A vendre : pays pauvres », titre le Nouvel Observateur : « Depuis quelques mois, une gigantesque partie de Monopoly planétaire est en train de se jouer. Et les participants jouent vite. Et gros. D'un côté, des pays riches ou émergents comme la Chine, la Corée du Sud ou les pays du Golfe, qui tous s'inquiètent pour leur sécurité alimentaire. De l'autre, une cohorte de pays pauvres, comme le Soudan, l'Éthiopie, l'Ouganda, l'Indonésie, Madagascar... Des pays aux caisses désespérément vides, mais à qui il reste une richesse : leurs terres, si vastes, si prometteuses ».

Tribune, fidèle à sa position depuis la révélation de l'affaire, **se félicite que « les gros investissements étrangers dans le pays, notamment dans les mines et récemment dans les terres (affaire Daewoo), sortent définitivement la Grande île de l'anonymat mondial. Désormais, tout ce qui se passe ici fait l'objet d'attention quelque part dans le monde. Plus particulièrement dans la presse internationale avide de ce type d'informations ».**

Filière Riz : période de soudure maîtrisée, optimisme pour 2009. L'approvisionnement du marché local reste régulier. La deuxième vague de riz importé de l'Inde, soit 23.500 tonnes, a été totalement livrée, permettant la constitution d'un stock régulateur. L'autosuffisance sera effective si la production de 7 millions de tonnes attendue en 2009 est atteinte. La reprise des exportations, suspendues en mai 2008, serait alors à nouveau envisageable. Le ministère de l'Agriculture compte saisir l'opportunité du Sommet de l'UA en juillet 2009 pour démontrer aux participants la prochaine capacité de la riziculture malgache à ravitailler l'Afrique. Et ce, grâce au système de riziculture intensive (SRI), méthode culturale inventée et diffusée par le défunt De Laulanié, Jésuite et ingénieur agronome, pionnier de la productivité, qui repose sur l'usage de très jeunes plants de 8 jours pour le repiquage et la maîtrise totale de l'eau

La BAD a accordé un prêt de 23 millions de dollars en vue de la réhabilitation du périmètre irrigué du Bas Mangoky, qui aidera la Grande Ile dans l'atteinte de ses objectifs en matière de production rizicole et de renforcement de sa sécurité alimentaire.

QMM augmente ses investissements pour la construction des infrastructures : ils atteindront 900 millions de dollars, soit plus de 300 millions par rapport aux prévisions. Cette augmentation s'expliquerait par les surcoûts engendrés par l'enclavement de la zone. La participation de l'État à travers le Pôle intégré de Croissance est maintenue à 35 millions de dollars, sa part dans le capital de QMM SA reste à 20%. Ce changement relance le débat sur la teneur des contrats passés entre l'Etat et les investisseurs miniers. Au vu du montant des imprévus, entièrement supportés par le promoteur, des questions se posent à nouveau sur l'importance des bénéfices et le retour sur investissement. « *Le profit doit être énorme pour que la compagnie investisse autant d'argent sans broncher* », avance-t-on dans certains milieux. « *Nous misons sur le long terme car ce projet est amené à durer 60 ans* », répond QMM. Le chantier est presque achevé, les premières exportations sont annoncées pour mars.

Un barrage a bloqué durant plusieurs jours l'exploitation d'ilménite à Taolagnaro : les manifestants s'opposaient une nouvelle fois aux négociations sur l'utilisation des parcelles de

terrain d'un périmètre minier. Ils font partie des 132 personnes identifiées après le recensement des occupants traditionnels effectué par les autorités locales. QMM a sollicité auprès des autorités locales un règlement à l'amiable, comme elle l'avait déjà fait avec les 6.000 résidents usufruitiers. Les forces de l'ordre sont intervenues pour lever les barrages. Des négociations individuelles ont débuté avec la direction de QMM.

La transparence pour cinq projets miniers : L'Initiative pour la transparence de l'industrie extractive (EITI) commence à être opérationnelle. Cinq projets miniers se sont engagés à publier le montant de l'impôt qu'ils paient à l'État. En contrepartie, ce dernier a l'obligation de publier l'état de l'utilisation de cette manne financière. Parmi les projets figurent les compagnies Sherritt (projet Ambatovy de Moramanga), QMM (projet ilménite de Tolagnaro), Kraoma, Madagascar Oil et Exxon Mobil dans la prospection pétrolière. La BAD a signé avec Madagascar un accord de financement à titre de don d'une valeur de 625.000 dollars destiné à couvrir les dépenses nécessaires au renforcement de la gouvernance et de la transparence dans la gestion des recettes du secteur extractif, pétrole et mines.

L'Etat joue la prudence dans l'attribution des marchés miniers : à propos de l'exploitation du gisement de minerai de fer de Soalala, le directeur des mines affirme : « *Les ressources minières sont des richesses du pays et il faut qu'elles contribuent à son développement. Dans cette optique, l'administration a besoin de temps pour évaluer les offres des sociétés* ». 21 sociétés ont été présélectionnées et un comité sera mis en place pour procéder à l'évaluation des candidatures.

Pierres précieuses brutes : les exportations reprennent sous certaines conditions après une suspension de 10 mois. « *Nous ne comptons actuellement que 300 lapidaires. Ce nombre est insuffisant pour pouvoir tailler les pierres précieuses et fines destinées à l'exportation* », affirme le directeur des mines. « *Les très petites pierres dont le procédé de taille n'est pas encore maîtrisé et celles qui nécessitent des traitements par chauffage, seront autorisées à être exportées* », poursuit-il. La décision d'interdire les exportations de pierres brutes a provoqué en 2008 une chute de 50% des recettes d'exportation minières. L'objectif demeure de pouvoir former de nouveaux lapidaires et réduire progressivement les exportations de pierres brutes sans valeur ajoutée. Des dispositions ont été prises pour lutter contre les sorties illicites de pierres précieuses.

Bois précieux : remise en cause de l'interdiction d'exportation de bois bruts. Cette décision gouvernementale est destinée à soutenir les opérateurs privés locaux dont la situation financière est menacée par la crise financière mondiale.

Création de la société nationale du pétrole « Madagascar Oil and Gas Company » : l'Etat en est le seul actionnaire. Ce retour à l'implication de l'Etat dans le secteur a pour but d'approvisionner en exclusivité la population avec du carburant à moindre coût. Du côté des compagnies pétrolières, c'est encore l'incertitude concernant les nouvelles conditions commerciales lorsque ce carburant d'Etat arrivera à Madagascar.

Les projets du groupe Tiko : selon LOI, Tiko Air pourrait devenir actionnaire de la Compagnie Air Madagascar par transfert du patrimoine que constitue l'ancien avion présidentiel qui vient d'intégrer la flotte de la compagnie nationale. Tiko s'intéresserait par ailleurs aux brasseries Star. En novembre, l'Etat a fait savoir qu'il avait l'intention de vendre les 15% d'actions qu'il détient dans la société, le premier et à ce jour le seul producteur de bière à Madagascar. [La Star, détenue par le groupe réunionnais Henri Fraise, emploie 1.500 personnes ; elle est aussi embouteilleur de Coca Cola et de boissons gazeuses qui se trouvent en concurrence avec celles produites par le groupe Tiko].

Le tourisme a rapporté 214 millions de dollars en 2008 : 437.000 touristes ont été recensés et le pays compte en attirer plus de 500.000 dès cette année. Le représentant du FMI met toutefois en garde sur les impacts négatifs de la crise mondiale sur le tourisme.

[Marc Ravalomanana veut faire du tourisme un des fers de lance du développement du pays et le premier pourvoyeur de devises, devant la pêche. Il mise sur l'écotourisme et s'était fixé comme objectif d'accueillir 500.000 touristes en 2012 avec une capacité hôtelière multipliée par trois]

Chute préoccupante des exportations de crevettes : la filière se porte mal. Les exportations ont chuté progressivement : de 24,6 millions de DTS en 2006 à 19,6 millions de DTS en 2007 et 15,6 millions de DTS en 2008. L'émergence de nouveaux pays concurrents et le prix élevé du produit, liés à un coût de production exorbitant en sont les principaux facteurs. Un vaste plan de relance du secteur doit démarrer en mars.

[Depuis les années 1960, les crevettes côtières de Madagascar font l'objet d'une intense exploitation. Elles représentent l'une des principales ressources de devises du pays].

Préparation du sommet de l'UA : pas de personnel qualifié pour les hôtels de luxe. *Midi s'interroge* : « Madagascar va-t-il encore une fois importer des compétences pour travailler dans les hôtels 4 et 5 étoiles qui sont en chantier dans la capitale ? La campagne de recrutement de personnel semble vouée à l'échec ». Les étudiants sortants de la seule école hôtelière de Madagascar seraient loin de convaincre les opérateurs.

Le puissant cyclone Fanele a touché la côte ouest : ce second cyclone de la saison aurait détruit Morondava à 80%, selon les premières évaluations des autorités régionales. Le bilan des deux cyclones successifs est de 60 000 sinistrés et de plus de 4 000 sans-abri.

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Gazette de la Grande Ile, La Vérité (Madagascar), Matera (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), ASSIDU Madagascar, Sobika, Madagate, Clicanoo Réunion), Exprimanoo (Réunion), Actualité de Mayotte, lettre confidentielle « Lettre de l'Océan Indien » (LOI), Xinhua (agence de presse chinoise), Jeune Afrique, Les Afriques, La Croix, Le Monde, Libération, Aujourd'hui/La Parisien, RFI, Le Nouvel Observateur, Courrier international, France-diplomatie, AFP, Reuters, AP, APA, IRIN, RSF, Mediapart, Rue 89, blog alainrajaonarivony.over-blog, The Telegraph

Taux de change : au 31/01/2009, 1 euro = 2488 Ariary (cours pondéré)

Les revues de presse des mois antérieurs sont consultables sur le Blog
<http://justmad.canalblog.com/>

Vous pouvez vous y abonner.